



PARLEMENT EUROPÉEN

2009 - 2014

Commission des budgets

12.7.2010

DOCUMENT DE TRAVAIL

sur la position du Conseil sur le projet de budget 2011

Commission des budgets

Rapporteure: Sidonia Elżbieta Jędrzejewska

A. Observations d'ordre général

Le 8 juillet dernier, le Coreper a adopté sa position sur le projet de budget (PB) 2011, qui devrait être officiellement approuvée par le Conseil à la mi-août après la période de consultation des parlements nationaux. Votre rapporteure observe qu'en dépit du nouveau cadre institutionnel et des nouvelles procédures découlant du traité de Lisbonne, le Conseil s'est montré réticent à intégrer les priorités proposées par le Parlement européen pour le budget 2011. Par conséquent, le trilogue qui s'est tenu le 30 juin a mis en exergue les divergences entre les deux branches de l'autorité budgétaire et n'a pas laissé de réelle marge de manœuvre pour d'éventuels compromis.

Il convient de rappeler que le mandat de la délégation du Parlement européen incluait un certain nombre de points présentant un intérêt particulier pour le trilogue, tels que:

- les incidences budgétaires du mécanisme européen de stabilisation financière;
- les incidences budgétaires de la stratégie Europe 2020;
- les programmes liés à la jeunesse;
- la viabilité financière et la gérabilité de la rubrique 1a, y compris les changements introduits par le traité de Lisbonne;
- la rubrique 4, y compris la mise en place du service européen pour l'action extérieure;
- les marges limitées du PB 2011 et la nécessité d'une révision de l'actuel cadre financier pluriannuel (CFP).

Le Conseil a émis plusieurs messages politiques que l'on retrouve dans sa position sur le PB 2011:

- le budget 2011 devrait se caractériser par la discipline budgétaire, entendue comme la poursuite de la réduction des crédits;
- les marges doivent être augmentées pour permettre de faire face à une évolution politique de l'Union et à des événements imprévus;
- il convient de contrôler de près et de maîtriser le volume des crédits de paiement.

Pour ce qui est des chiffres globaux, le Conseil s'est prononcé en faveur d'une baisse des crédits d'engagement dans le PB 2011 de 788 000 000 EUR sur l'ensemble des rubriques, ramenant ainsi l'augmentation par rapport au budget 2010 à seulement 0,21% (la Commission proposait déjà une augmentation limitée à 0,77%).

Concernant les paiements, le Conseil s'est, comme il en a pris l'habitude, prononcé en

faveur d'une forte réduction sur l'ensemble des rubriques, et a proposé une réduction globale de 3 600 000 000 EUR, ramenant ainsi leur montant total à 126 538 000 000 EUR. La position du Conseil prévoit donc un écart de plus de 15 000 000 000 EUR entre crédits d'engagement et crédits de paiement.

B. Situation par rubriques

| Rubrique | Position du Conseil | | Variation par rapport au PB 2011 (montant) | | Variation par rapport au budget 2010 (BR 1 et 2 inclus) (%) | | Marge restante sous CF existant |
|---|------------------------|------------------------|--|-----------------------|---|---------------|---------------------------------|
| | Engagements | Paiements | Engagements | Paiements | Engagements | Paiements | |
| 1. Croissance durable | | | | | | | |
| 1a. Compétitivité pour la croissance et l'emploi | 12 890 302 270 | 11 218 574 170 | -46 550 000 | -841 140 000 | -10.25 | -1.10 | 96 697 730 |
| Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (FEM) | 500 000 000 | 0 | 0 | -50 000 000 | | | |
| Total 1a | 13 390 302 270 | 11 218 574 170 | -46 550 000 | -891 140 000 | -9.91 | -1.10 | 96 697 730 |
| 1b. Cohésion pour la croissance et l'emploi | 50 970 093 784 | 41 465 796 740 | 0 | -1 075 000 000 | +3.21 | +13.97 | 16 906 216 |
| Total 1 (FME inclus) | 64 360 396 054 | 52 684 370 910 | -46 550 000 | -1 966 140 000 | +0.17 | +10.39 | 113 603 946 |
| 2. Conservation et gestion des ressources naturelles | 59 011 601 738 | 57 314 977 696 | -474 646 651 | -820 707 600 | -0.82 | -1.41 | 1 326 398 262 |
| dont: dépenses relatives au marché et aides directes | 43 277 214 300 | 43 181 073 758 | -470 187 600 | -475 687 600 | -1.24 | -1.19 | 1 189 375 700 |
| 3. Citoyenneté, liberté, sécurité et justice | | | | | | | |
| 3a. Liberté, sécurité et justice | 1 124 342 740 | 802 963 740 | -10 910 000 | -49 610 000 | +11.71 | +8.72 | 81 657 260 |
| 3b. Citoyenneté | 667 977 000 | 619 674 000 | +160 000 | -19 305 000 | 0 | -6.02 | 15 023 000 |
| Total 3 | 1 792 319 740 | 1 422 637 740 | -10 750 000 | -68 915 000 | +7.04 | +1.77 | 96 680 260 |
| 4. L'UE acteur mondial | 8 265 929 377 | 7 010 864 867 | -93 740 000 | -387 899 000 | +4.74 | -7.00 | |
| Réserve pour aides d'urgence | 253 860 000 | 0 | 0 | -203 000 000 | +2.00 | -100.00 | |
| Total 4 | 8 519 789 377 | 7 010 864 867 | -93 740 000 | -590 899 000 | +4.65 | -9.98 | 164 070 623 |
| 5. Administration | 8 093 227 556 | 8 094 282 556 | -162 146 733 | -162 146 733 | +2.47 | +2.49 | |
| TOTAL GÉNÉRAL | 141 777 334 465 | 126 527 133 769 | -787 833 384 | -3 608 808 333 | +0.22 | +2.91 | 2 023 525 535 |
| Crédits de paiement, en % du RNB | | 1.02 | | | | | |

1. Rubrique 1a "Compétitivité pour la croissance et l'emploi"

Le Conseil réduit les crédits de 43 500 000 EUR pour les engagements, et de 889 000 000 EUR pour les paiements (soit une baisse respective de 0,3% et de 7,3% par rapport au PB 2011). Ces réductions visent principalement un certain nombre de domaines d'action contribuant directement à la reprise économique européenne, au renforcement de la compétitivité et à la promotion de la mobilité: entreprises (-9 700 000 EUR en crédits d'engagement et -102 400 000 EUR en crédits de paiement), emploi et affaires sociales (-1 650 000 EUR en crédits d'engagement et -63 550 000 EUR¹ en crédits de paiement), mobilité et transports (-8 500 000 EUR en crédits d'engagement et -130 000 000 EUR en crédits de paiement), recherche

¹ Dont une baisse de 50 000 000 EUR pour les paiements du Fonds d'ajustement à la mondialisation.

(-9 200 000 EUR en crédits d'engagement et -344 700 000 EUR en crédits de paiement), énergie (-900 000 EUR en crédits d'engagement et -29 000 000 EUR en crédits de paiement), éducation et culture (-2 900 000 EUR en crédits d'engagement et -136 400 000 EUR² en crédits de paiement) et société de l'information et médias (-8 300 000 EUR en crédits d'engagement et -67 900 000 EUR en crédits de paiement).

Il convient de noter que les crédits de paiement ont été réduits pour les programmes Progress, Marco Polo II et les programmes du 7^e programme-cadre (de 7 450 000 EUR pour Progress, de 9 000 000 EUR pour Marco Polo II et de près de 400 000 000 EUR pour le 7^e programme-cadre).

Ensuite, et surtout, les crédits de paiement correspondant aux lignes budgétaires couvrant l'axe prioritaire du Parlement "jeunesse-éducation-mobilité" sont largement revus à la baisse: EURES (services européens de l'emploi): -1 000 000 EUR, Erasmus Mundus: -8 000 000 EUR, programme pour l'éducation et la formation tout au long de la vie: -25 500 000 EUR et programme "Personnes": -100 000 000 EUR.

2. Rubrique 1b "Cohésion pour la croissance et l'emploi"

La position du Conseil sur le PB ne modifie pas la proposition de la Commission en ce qui concerne les engagements. Ils s'élèvent donc toujours à 50 970 000 000 EUR (+3,2% par rapport à 2010), dont 39 891 500 000 EUR destinés aux Fonds structurels (FEDER et FSE) – soit un montant similaire à celui de 2010 – et 11 078 600 000 EUR pour le Fonds de cohésion.

Cette position à l'égard des crédits d'engagement est conforme aux dotations prévues dans le CFP, compte tenu de l'ajustement technique du cadre financier pour l'exercice 2011 (augmentation de 336 000 000 EUR), tel que prévu au point 17 de l'AII.

Le Conseil a en revanche adopté une approche restrictive concernant les paiements, avec une baisse de 1 075 000 000 EUR par rapport à l'estimation, par la Commission, des besoins de paiement pour 2011, estimation que le Parlement jugeait déjà trop optimiste³. La moitié de ces réductions (soit 560 000 000 EUR) concernent les crédits des précédentes périodes de programmation, et principalement la réalisation des projets relevant du Fonds de cohésion 2000-2006. Pour ce qui est des crédits de la période de programmation actuelle 2007-2013, les principales réductions visent les paiements alloués à la réalisation de l'objectif "compétitivité régionale et emploi" du Fonds européen de développement régional (-328 000 000 EUR).

Cette approche ne tient pas compte du fait que l'exécution du programme a été lente

² Dont une baisse de 100 000 000 EUR pour les paiements du programme "Personnes".

³ Résolution du Parlement européen du 15 juin 2010 sur le mandat du trilogue relatif au projet de budget 2011 (A7-0183/2010).

au début de la période 2007-2013 et qu'un important retard devra donc être rattrapé, tout particulièrement en 2011, ni des circonstances suivantes, mises en avant dans le mandat du Parlement pour le trilogue évoqué ci-dessus, qui plaident également en faveur d'une hausse plus ambitieuse des crédits de paiement:

- les modifications récentes de la législation, qui visent notamment à faciliter la gestion des fonds de l'Union et à accélérer les investissements;
- le fait que l'exercice 2011 sera le premier exercice complet au cours duquel tous les systèmes de gestion et de contrôle auront été approuvés, une condition sine qua non pour que des paiements intermédiaires puissent être effectués, ce qui signifie que l'exécution des programmes atteindra sa vitesse de croisière, sachant qu'à la fin du mois de mars 2010, des projets avaient déjà été sélectionnés pour un montant de plus de 93 000 000 000 EUR, soit 27 % du volume financier total pour la période;
- la clôture des programmes 2000-2006 est censée se poursuivre en 2011 et, de ce fait, des paiements finaux devront être effectués, tandis que, par ailleurs, des ressources devenues disponibles permettront d'accélérer encore davantage l'exécution des programmes 2007-2013.

Cette réduction des paiements de 1 075 000 000 EUR par rapport à la proposition de la Commission, qui limite l'augmentation pour 2011 à 13,9% et porte leur montant total à 41 466 000 000, peut donc être considérée comme inquiétante. Il convient toutefois de noter que le projet de déclaration sur une procédure spécifique concernant les crédits de paiement pour la rubrique 1b⁴ correspond tout à fait à la position du Parlement telle que présentée dans le mandat du trilogue.

3. Rubrique 2 "Conservation et gestion des ressources naturelles"

Le Conseil confirme qu'il entend utiliser l'agriculture comme réserve pour faire face à d'autres obligations, puisque des économies de 474 000 000 EUR en crédits d'engagement et de 820 000 000 EUR en crédits de paiement sont réalisées. Il pourrait déjà être prévu que la marge dégagée par cet exercice (1 326 400 000 EUR) serve à financer d'autres priorités de l'Union. Cela s'est déjà produit à quatre reprises au cours des dernières années (les budgets annuels n'ont pu être conclus que grâce aux marges existantes des différentes rubriques du CFP ou en procédant à la révision prévue au point 23 de l'AII du 17 mai 2006 et en utilisant les marges disponibles sous les plafonds de la rubrique 2).

En raison de la baisse artificielle des marges faisant suite aux réductions opérées dans la rubrique 2, l'Union pourra difficilement apporter une réponse adéquate aux crises du marché, aux maladies animales, à la volatilité des marchés et aux événements mondiaux imprévus.

Les réductions drastiques opérées dans les paiements (-820 000 000 EUR, dont -98 000 000 EUR pour le développement rural et -38 000 000 EUR pour LIFE +)

⁴ Présentation et examen rapide d'un projet de budget rectificatif dans le cas où les crédits de paiement ne sont pas suffisants pour couvrir les besoins.

risquent de compromettre l'exécution des crédits d'engagement en 2011 également: en réalité, afin de disposer de suffisamment de crédits pour effectuer les paiements résultant des engagements existants (et pour éviter les risques de retard de paiement et les coûts y afférent), l'unité financière de la Commission allouerait d'abord les crédits de paiement de façon à honorer les obligations juridiques déjà contractées et arrivant à échéance en 2011 (comme les paiements intérimaires et finaux), puisque la valeur totale des engagements effectivement signés sera inférieure au montant des crédits d'engagement prévus dans le budget. Des coupes sombres dans les paiements pourraient également inciter les unités financières à ralentir le rythme de signature de nouveaux engagements, en particulier au cours du dernier trimestre de l'année.

Il convient de noter que la part des dépenses de la PAC au sein du budget de l'Union a connu une baisse constante, passant de près de 75% en 1985 à, selon les prévisions, 39,3% en 2013, et que la baisse des dépenses budgétaires consacrées aux mesures de marché est encore plus significative, puisqu'elles représentaient 74% des dépenses totales de la PAC en 1992, contre moins de 10% aujourd'hui.

Il convient enfin de souligner que l'importance politique de la politique commune de la pêche (PCP) ne se reflète pas de façon adéquate dans le PB 2011 et que la position du Conseil aggrave la situation en prévoyant une réduction drastique des crédits de paiement pour les lignes du Fonds européen pour la pêche (de 95 000 000 EUR et 44 000 000 EUR).

4. Rubrique 3a "Liberté, sécurité et justice"

Dans ses conclusions sur les orientations budgétaires définies pour le budget 2011, le seul commentaire émis par le Conseil concernant la rubrique 3a concerne l'importance "d'affecter des ressources suffisantes à des politiques de l'UE telles que la politique d'immigration". Toutefois, les principales réductions dans les crédits de paiement (25 650 000 EUR sur 41 250 000 EUR) portent sur les trois principaux Fonds chargés de la mise en œuvre de la politique d'immigration (Fonds pour les frontières extérieures, Fonds européen d'intégration des ressortissants de pays tiers et Fonds européen pour le retour), avec une baisse de 7,37% par rapport au PB 2011.

La principale réduction dans les crédits d'engagement (1 000 000 EUR, soit une baisse de 18,52%) concerne Prince (mesures d'informations en rapport avec la mise en place d'un espace de liberté, de sécurité et de justice, sites web internes, manifestations publiques, produits de communication, enquêtes Eurobaromètre, etc.). Cela pose la question de la réussite du programme de Stockholm, compte tenu, en particulier, du récent projet de conclusions du Conseil sur le plan d'action de la Commission mettant en œuvre le programme de Stockholm, qui constate que "certaines des actions proposées par la Commission ne sont pas en accord avec le programme de Stockholm et que, à l'inverse, certaines des actions prévues dans ledit programme ne figurent pas dans la communication de la Commission" et invite "les parties concernées à veiller à ce que l'ensemble des mesures et actions nécessaires

découlant du programme de Stockholm, y compris celles qui ne figurent pas dans la communication de la Commission précitée, soient dûment mises en œuvre."

En ce qui concerne le système SIS II, pour lequel le Parlement avait demandé que des fonds soient placés en réserve, le Conseil ne modifie pas les crédits d'engagement, et propose seulement de réduire les paiements de 11,9% (-2 500 000 EUR).

5. Rubrique 3b "Citoyenneté"

La seule hausse des crédits proposée par le Conseil sur l'ensemble du PB 2011 a trait à une nouvelle action préparatoire (4 000 000 EUR) pour la préservation des lieux de mémoire en Europe tels que le camp de concentration d'Auschwitz-Birkenau. Cette nouvelle ligne budgétaire compense la réduction des crédits d'engagement pour l'instrument financier de protection civile (réduction de 2 100 000 EUR, soit une baisse de plus de 11%).

Pour ce qui est des crédits de paiement, les principales réductions visent l'action de l'Union dans le domaine de la santé (-8 100 000 EUR, soit une baisse de près de 23%) et le programme Culture 2007-2013 (-3 850 000 EUR).

Au total, par rapport au PB 2011, le Conseil réduit les paiements de 19 300 000 EUR (-3,02%) et augmente les engagements de 1 650 000 EUR (+0,25%).

6. Rubrique 4 "L'Union européenne en tant qu'acteur mondial"

Le Conseil entend établir une marge sous cette rubrique, de façon à pouvoir réagir aux éventuelles crises survenant dans des pays tiers. Par rapport au PB 2011 (70 300 000 EUR), la marge est portée à un montant de 164 000 000 EUR.

Pour permettre cette augmentation, les réductions proposées, s'élevant à près de 94 000 000 EUR, visent principalement:

- les dépenses opérationnelles correspondant aux instruments d'élargissement / de coopération transfrontalière avec les pays candidats (- 52 000 000 EUR): il est permis de douter du bien-fondé de cette approche, dans la mesure où toutes les parties s'accordent à penser que 2011 sera une année charnière pour tous les pays se trouvant à divers stades du processus d'adhésion. Dans son PB 2011, la Commission avait d'ailleurs proposé une hausse de plus de 13% en crédits d'engagement pour l'élargissement, proposition dont le Parlement s'était félicité dans sa résolution sur le mandat du trilogue;
- les dépenses de gestion administrative: baisse de 24 650 000 EUR, dont - 16 000 000 EUR pour l'ICD, -4 750 000 EUR pour l'IAP, -1 200 000 EUR pour l'IEVP, -1 200 000 EUR pour l'instrument de stabilité, -1 000 000 EUR pour l'IEDDH, et -500 000 EUR pour HUMA. Il convient de noter que les baisses proposées pour les dépenses administratives ne sont ni proportionnelles aux dotations globales pour les dépenses opérationnelles par instrument, ni liées aux

taux d'exécution, qui dépassaient tous 80% à la mi-juin 2010 (à l'exception des dépenses administratives pour l'aide humanitaire);

- l'assistance macrofinancière (-15 000 000 EUR en crédits d'engagement): la proposition du Conseil prévoit de ramener les crédits au même niveau que celui adopté dans le budget 2010.

En ce qui concerne les crédits de paiement, les réductions proposées s'élèvent à 591 000 000 EUR (y compris une suppression de la totalité des crédits de paiement pour la réserve d'aide d'urgence, soit 203 000 000 EUR). Dans son PB 2011, la Commission avait déjà proposé une baisse de 186 000 000 EUR par rapport au budget 2010, indiquant que les montants restant à liquider (RAL) sur les lignes d'achèvement avaient diminué de façon importante.

Cette nouvelle coupe de 591 000 000 EUR proposée par le Conseil, représentant une baisse de près de 10% en crédits de paiement par rapport à 2010, n'affecte pas les lignes d'achèvement, mais les lignes opérationnelles de tous les programmes en cours (à l'exception notable de la PESC).

7. Rubrique 5 "Administration"

Le Conseil souhaite une baisse de 162 150 000 EUR par rapport à la proposition de PB de la Commission, ramenant ainsi les dépenses administratives pour l'ensemble des institutions à 8 094 000 000 EUR, soit une hausse de 2,5% par rapport à 2010, avec une marge de 323 000 000 EUR.

Certains des postulats sur lesquels reposent les réductions et l'approche du Conseil consistant à appliquer un abattement forfaitaire standard aux salaires tenant compte du taux actuel de vacance d'emplois pourraient avoir des incidences négatives sur le bon fonctionnement des institutions. Il est important de souligner que, comme le préconisent les orientations du Parlement, chacune d'elles doit faire l'objet d'une analyse individuelle.

Les réductions globales proposées par le Conseil entraînent une réduction de 2% par rapport à la proposition initiale. Elles visent principalement:

- les dépenses de la Commission européenne, y compris les offices européens (-80 000 000 EUR, soit -2,1%, avec des réductions allant de -0,75% pour l'EPSO à - 3,15% pour le PMO);
- les écoles européennes (-13 000 000 EUR ou -7,5%);
- le Comité économique et social européen (CESE) (-14 000 000 EUR ou -10,3%);
- le Comité des régions (CdR) (-10 000 000 EUR ou - 11,2%);
- les pensions (-23 000 000 EUR ou -1,8%).

Il est également intéressant de constater que, après le Parlement (pour lequel s'applique le "gentlemen's agreement") et le Médiateur (dont les dépenses sont marginales), la réduction la moins importante proposée par le Conseil concerne ses propres dépenses (seulement -1,3%), alors que les réductions visant les CESE et le CdR sont supérieures à 10%.

De manière générale, le Conseil souhaite limiter l'augmentation pour l'ensemble des institutions à 2% sauf pour le CEPD, et aucun nouveau poste ne sera créé sauf pour le Conseil européen, le Conseil refusant par ailleurs d'inscrire au budget l'adaptation annuelle de 1,85% des salaires et des pensions dans l'attente de l'issue de la procédure engagée devant la Cour. Il ne s'agit pas là d'une bonne gestion budgétaire, puisque l'adaptation salariale de 3,7% proposée à l'origine en 2009 pourrait devoir être versée dans son intégralité si la Cour de justice statuait en faveur de la Commission. Il serait donc plus prudent de l'inscrire au budget dès maintenant.

Une autre réduction proposée par le Conseil a trait à la date éventuelle d'adhésion de la Croatie, que le Conseil situe maintenant au 1^{er} juillet 2012. Cela ne correspond pas aux hypothèses de travail actuelles/précédentes et le Parlement pourrait donc s'en tenir au scénario actuel du 1^{er} janvier 2012. À notre connaissance, la Commission a pour sa part également pris le 1^{er} janvier 2012 comme hypothèse de travail dans le PB et n'a pas annoncé de changement à cet égard. Il est important que le Conseil clarifie et précise sa position.

8. Agences

La position du Conseil sur les agences décentralisées de l'Union reposait sur les principes suivants pour ce qui est de l'évolution des crédits par rapport à 2010:

- limitation de la hausse à 1,5% pour les agences "en vitesse de croisière",
- limitation de la hausse à 3% pour les agences chargées de nouvelles tâches, avec seulement la moitié des postes demandés,
- aucune modification apportée à la proposition de la Commission pour les nouvelles agences.

Cela s'ajoute aux limitations déjà prévues par la Commission elle-même concernant la déduction des recettes affectées aux agences découlant des excédents et de la sous-exécution du budget de l'année précédente. Cette approche a toutefois permis la stabilisation globale des dépenses du budget consacrées aux agences décentralisées à 679 000 000 EUR, ces dépenses étant maintenant ramenées à 666 000 000 EUR.

Au total, 13 500 000 EUR et 11 800 000 EUR sont soustraits du budget des agences, en crédits d'engagement et de paiement respectivement, par rapport à la proposition initiale de la Commission. Cet écart entre crédits d'engagement et de paiement résulte des réductions des crédits d'engagement - mais pas des crédits de paiements - visant

l'Agence européenne pour l'environnement et l'Autorité européenne de sécurité des aliments.

Ces réductions touchent environ la moitié (15) des agences décentralisées dans des mesures différentes: alors que les réductions proposées pour la plupart des agences sont inférieures à 1%, elles approchent ou dépassent 5% pour l'Agence ferroviaire européenne et le Collège européen de police. Les réductions en termes de personnel supplémentaire correspondent à 4 postes AD et 3 postes AST.

La moitié des crédits initialement prévus pour l'Agence pour la gestion opérationnelle de systèmes TI à grande échelle dans l'espace de liberté, de sécurité et de justice sont mis en réserve par le Conseil, qui part du principe que l'état d'avancement de la procédure législative ne permettra pas à l'Agence d'être opérationnelle avant mi-2011.

C. Annexes

- **Récapitulatif par catégorie et programme du CFP, tel qu'adopté par le Coreper**
- **Projets de déclarations du Conseil sur les crédits de paiement**
- **Conclusions adoptées au cours du trilogue sur les dates et modalités de fonctionnement du comité de conciliation**
- **Procédure budgétaire 2011: calendrier indicatif**

C. Annexes

Récapitulatif par catégorie et programme du CFP, tel qu'adopté par le Coreper

| Titre de la rubrique et plafond | Budget 2010 | | Projet de budget 2011 | | Position du Conseil 2011 | | Différence (Conseil-PB) | | | |
|--|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|--------------------------|-----------------------|-------------------------|---------------|-----------------------|--------|
| | Engagements | Paiements | Engagements | Paiements | Engagements | Paiements | Engagements | Paiements | | |
| 1: Croissance durable | 64.249.445.345 | 47.727.155.803 | 64.406.946.054 | 54.650.510.910 | 64.360.396.054 | 52.684.370.910 | -46.550.000 | -0,07% | -1.966.140.000 | 3,60% |
| 63.974.000.000 | Marge* | | 67.053.946 | | 113.603.946 | | | | | - |
| 1.1: Compétitivité pour la croissance et l'emploi | 14.862.853.253 | 11.343.270.803 | 13.436.852.270 | 12.109.714.170 | 13.390.302.270 | 11.218.574.170 | -46.550.000 | -0,35% | -891.140.000 | 7,36% |
| 12.987.000.000 | Marge* | | 50.147.730 | | 96.697.730 | | | | | - |
| Septième programme-cadre de recherche (y compris le sixième programme-cadre de recherche) | 7.542.425.000 | 6.373.875.000 | 8.586.667.000 | 7.018.286.100 | 8.558.552.000 | 6.462.771.100 | -28.115.000 | -0,33% | -555.515.000 | 7,92% |
| Démantèlement nucléaire (Slovaquie, Lituanie, Bulgarie) | 255.000.000 | 220.000.000 | 258.000.000 | 200.000.000 | 258.000.000 | 200.000.000 | 0 | 0 | | |
| Projets énergétiques en vue d'aider à la relance économique | 500.000.000 | 0 | 500.000.000 | 50.000.000 | 500.000.000 | 0 | 0 | 0 | -50.000.000 | 100% |
| Projets énergétiques en vue d'aider à la relance économique | 1.980.000.000 | 1.027.482.000 | 0 | 1.074.766.600 | 0 | 1.074.766.600 | 0 | 0 | | |
| Démantèlement (Recherche directe) | 26.900.000 | 33.000.000 | 26.270.000 | 30.000.000 | 26.270.000 | 30.000.000 | 0 | 0 | | |
| RTE | 1.083.900.000 | 931.794.000 | 1.266.150.000 | 935.300.000 | 1.265.070.000 | 824.720.000 | -1.080.000 | -0,09% | -110.580.000 | -11,82 |
| Galileo | 894.400.000 | 453.500.000 | 195.941.800 | 554.000.000 | 194.491.800 | 552.550.000 | -1.450.000 | -0,74% | -1.450.000 | 0,26% |
| Marco Polo | 63.940.000 | 36.675.000 | 65.865.000 | 33.665.000 | 65.725.000 | 24.525.000 | -140.000 | -0,21% | -9.140.000 | -27,15 |
| Éducation et formation tout au long de la vie et Erasmus Mundus | 1.107.288.500 | 1.075.812.000 | 1.135.635.000 | 1.076.240.000 | 1.135.435.000 | 1.042.540.000 | -200.000 | -0,02% | -33.700.000 | 3,13% |
| PIC - Innovation et esprit d'entreprise | 302.113.000 | 198.622.200 | 316.044.000 | 163.069.000 | 314.744.000 | 97.769.000 | -1.300.000 | -0,41% | -65.300.000 | -40,04 |
| PIC - Appui stratégique en matière de TIC | 112.400.000 | 95.160.000 | 120.600.000 | 103.400.000 | 120.600.000 | 88.400.000 | 0 | 0 | -15.000.000 | -14,51 |
| PIC - Énergie intelligente | 111.195.000 | 65.903.300 | 112.000.000 | 53.301.000 | 111.300.000 | 46.601.000 | -700.000 | -0,63% | -6.700.000 | -12,57 |
| Agenda pour la politique sociale | 214.550.000 | 180.510.000 | 191.330.000 | 175.110.000 | 189.290.000 | 161.560.000 | -2.040.000 | -1,07% | -13.550.000 | - |

DT\824384FR.doc

PE445.756v01-00

PE445.756v01-0011/21

DT\824384FR.doc

FR

| Titre de la rubrique et plafond | Budget 2010 | | Projet de budget 2011 | | Position du Conseil 2011 | | Différence (Conseil-PB) | | | | |
|---|----------------|----------------|-----------------------|----------------|--------------------------|----------------|-------------------------|-----------|----------------|--|--------|
| | Engagements | Paiements | Engagements | Paiements | Engagements | Paiements | Engagements | Paiements | | | |
| | | | | | | | | | | | 7,74% |
| Douane 2013 et Fiscalis 2013 | 75.450.000 | 47.432.000 | 81.932.000 | 58.932.000 | 81.932.000 | 58.932.000 | 0 | 0 | | | - |
| Agences décentralisées | 251.081.753 | 247.397.803 | 237.994.470 | 237.994.470 | 234.949.470 | 234.949.470 | -3.045.000 | -1,28% | -3.045.000 | | 1,28% |
| Autres actions et programmes | 342.210.000 | 356.107.500 | 342.423.000 | 345.650.000 | 333.943.000 | 318.490.000 | -8.480.000 | -2,48% | -27.160.000 | | 7,86% |
| 1.2: Cohésion pour la croissance et l'emploi | 49.386.592.092 | 36.383.885.000 | 50.970.093.784 | 42.540.796.740 | 50.970.093.784 | 41.465.796.740 | 0 | 0 | -1.075.000.000 | | 2,53% |
| 50.987.000.000 Marge | | 16.906.216 | | | 16.906.216 | | | | | | |
| Objectif "Convergence" | 30.255.996.999 | 22.519.800.000 | 31.406.373.076 | 25.831.400.000 | 31.406.373.076 | 25.831.400.000 | 0 | 0 | | | - |
| Objectif "Compétitivité régionale et emploi" | 7.604.832.146 | 6.095.900.000 | 7.084.823.108 | 7.835.400.000 | 7.084.823.108 | 7.093.400.000 | 0 | 0 | -742.000.000 | | 9,47% |
| Objectif "Coopération territoriale européenne" | 1.242.911.613 | 818.200.000 | 1.312.201.407 | 1.040.300.000 | 1.312.201.407 | 982.300.000 | 0 | 0 | -58.000.000 | | 5,58% |
| Assistance technique | 88.106.454 | 88.035.000 | 88.100.000 | 72.900.000 | 88.100.000 | 72.900.000 | 0 | 0 | | | - |
| Fonds de cohésion | 10.190.244.880 | 6.854.950.000 | 11.078.596.193 | 7.752.750.000 | 11.078.596.193 | 7.477.750.000 | 0 | 0 | -275.000.000 | | 3,55% |
| Autres actions et programmes | 4.500.000 | 7.000.000 | 0 | 8.046.740 | 0 | 8.046.740 | 0 | 0 | | | - |
| 2: Conservation et gestion des ressources naturelles | 59.498.833.302 | 58.135.640.809 | 59.486.248.389 | 58.135.685.296 | 59.011.601.738 | 57.314.977.696 | -474.646.651 | -0,80% | -820.707.600 | | 1,41% |
| 60.338.000.000 Marge | | | 851.751.611 | | 1.326.398.262 | | | | | | |
| Marchés agricoles | 43.417.420.000 | 43.416.522.586 | 43.374.505.132 | 43.376.461.358 | 42.913.692.532 | 42.915.648.758 | -460.812.600 | -1,06% | -460.812.600 | | 1,06% |
| Marchés de la pêche | 30.496.768 | 31.000.000 | 29.996.768 | 27.500.000 | 29.996.768 | 27.500.000 | 0 | 0 | | | - |
| Santé des animaux et domaine phytosanitaire | 371.885.000 | 253.685.000 | 342.900.000 | 252.800.000 | 333.525.000 | 237.925.000 | -9.375.000 | -2,73% | -14.875.000 | | 5,88% |
| Développement rural | 14.363.564.633 | 13.399.280.000 | 14.436.116.552 | 13.404.365.000 | 14.435.651.552 | 13.260.900.000 | -465.000 | 0,00% | -143.465.000 | | 1,07% |
| Fonds européen pour la pêche | 644.028.678 | 481.080.000 | 658.285.042 | 488.822.859 | 658.020.991 | 345.772.859 | -264.051 | -0,04% | -143.050.000 | | -29,26 |
| Gouvernance et accords internationaux en matière de pêche | 277.530.000 | 252.460.000 | 262.175.000 | 250.473.000 | 260.510.000 | 245.378.000 | -1.665.000 | -0,64% | -5.095.000 | | 2,03% |

DT\824384FR.doc

PE445.756v01-00

PE445.756v01-0012/21

DT\824384FR.doc

FR

| Titre de la rubrique et plafond | Budget 2010 | | Projet de budget 2011 | | Position du Conseil 2011 | | Différence (Conseil-PB) | | | |
|--|----------------------|----------------------|-----------------------|----------------------|--------------------------|----------------------|-------------------------|---------------|--------------------|--------------|
| | Engagements | Paiements | Engagements | Paiements | Engagements | Paiements | Engagements | | Paiements | |
| Life+ | 306.855.000 | 215.820.000 | 333.500.000 | 268.225.000 | 331.900.000 | 215.125.000 | -1.600.000 | -0,48% | -53.100.000 | -19,8% |
| Agences décentralisées | 42.953.223 | 43.113.223 | 43.769.895 | 43.769.895 | 43.304.895 | 43.459.895 | -465.000 | -1,06% | -310.000 | 0,71% |
| Autres actions et programmes | 44.100.000 | 42.680.000 | 5.000.000 | 23.268.184 | 5.000.000 | 23.268.184 | 0 | 0 | 0 | - |
| 3: Citoyenneté, liberté, sécurité et justice | 1.674.487.370 | 1.397.957.870 | 1.803.069.740 | 1.491.552.740 | 1.792.319.740 | 1.422.637.740 | -10.750.000 | -0,60% | -68.915.000 | 4,62% |
| 1.889.000.000 <i>Marge</i> | | | 85.930.260 | | 96.680.260 | | | | | - |
| 3.1: Liberté, sécurité et justice | 1.006.487.370 | 738.570.370 | 1.135.252.740 | 852.573.740 | 1.124.342.740 | 802.963.740 | -10.910.000 | -0,96% | -49.610.000 | 5,82% |
| 1.206.000.000 <i>Marge</i> | | 70.747.260 | 81.657.260 | | | | | | | - |
| Solidarité et gestion des flux migratoires | 517.150.000 | 349.290.000 | 612.590.000 | 431.110.000 | 611.340.000 | 403.410.000 | -1.250.000 | -0,20% | -27.700.000 | 6,43% |
| Sécurité et protection des libertés | 106.900.000 | 73.729.000 | 133.000.000 | 66.700.000 | 133.000.000 | 62.400.000 | 0 | 0 | -4.300.000 | 6,45% |
| Droits fondamentaux et justice | 77.500.000 | 58.690.000 | 78.000.000 | 64.920.000 | 77.700.000 | 60.620.000 | -300.000 | -0,38% | -4.300.000 | 6,62% |
| Agences décentralisées | 239.837.370 | 213.837.370 | 252.462.740 | 241.137.740 | 244.102.740 | 232.777.740 | -8.360.000 | -3,31% | -8.360.000 | 3,47% |
| Autres actions et programmes | 65.100.000 | 43.024.000 | 59.200.000 | 48.706.000 | 58.200.000 | 43.756.000 | -1.000.000 | -1,69% | -4.950.000 | -10,16% |
| 3.2: Citoyenneté | 668.000.000 | 659.387.500 | 667.817.000 | 638.979.000 | 667.977.000 | 619.674.000 | 160.000 | 0,02% | -19.305.000 | 3,02% |
| 683.000.000 <i>Marge</i> | | | 15.183.000 | | 15.023.000 | | | | | - |
| Programme dans le domaine de la santé publique et de la protection des consommateurs | 73.290.000 | 63.300.000 | 75.350.000 | 73.850.000 | 75.350.000 | 65.750.000 | 0 | 0 | -8.100.000 | -10,97% |
| Culture 2007 | 54.165.000 | 44.529.000 | 57.572.000 | 49.550.000 | 57.572.000 | 45.700.000 | 0 | 0 | -3.850.000 | 7,77% |
| Jeunesse en action | 124.886.000 | 122.380.000 | 126.888.000 | 118.280.000 | 126.888.000 | 118.030.000 | 0 | 0 | -250.000 | 0,21% |
| Media 2007 | 102.078.500 | 93.500.000 | 110.035.000 | 101.210.000 | 109.810.000 | 100.985.000 | -225.000 | -0,20% | -225.000 | 0,22% |
| L'Europe pour les citoyens | 32.505.000 | 23.365.000 | 28.530.000 | 21.700.000 | 28.500.000 | 21.670.000 | -30.000 | -0,11% | -30.000 | 0,14% |
| Instrument financier de protection civile | 18.450.000 | 12.450.000 | 18.350.000 | 18.350.000 | 16.250.000 | 12.250.000 | -2.100.000 | 11,44% | -6.100.000 | -33,24% |
| Presse et actions de communication | 95.280.000 | 86.540.000 | 93.685.000 | 86.400.000 | 93.685.000 | 84.900.000 | 0 | 0 | -1.500.000 | 1,74% |

DT\824384FR.doc

PE445.756v01-00

PE445.756v01-0013/21

DT\824384FR.doc

FR

| Titre de la rubrique et plafond | Budget 2010 | | Projet de budget 2011 | | Position du Conseil 2011 | | Différence (Conseil-PB) | | | |
|--|----------------------|----------------------|-----------------------|----------------------|--------------------------|----------------------|-------------------------|---------------|---------------------|--------------|
| | Engagements | Paiements | Engagements | Paiements | Engagements | Paiements | Engagements | | Paiements | |
| Fonds de solidarité de l'UE | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| Agences décentralisées | 125.296.000 | 116.557.000 | 125.103.000 | 125.305.000 | 123.618.000 | 125.305.000 | -1.485.000 | -1,19% | 0 | |
| Autres actions et programmes | 42.049.500 | 96.766.500 | 32.304.000 | 44.334.000 | 36.304.000 | 45.084.000 | 4.000.000 | 12,38% | 750.000 | 1,69% |
| 4: L'Union européenne en tant qu'acteur mondial | 8.141.006.470 | 7.787.695.183 | 8.613.529.377 | 7.601.763.867 | 8.519.789.377 | 7.010.864.867 | -93.740.000 | -1,09% | -590.899.000 | 7,77% |
| <i>8.430.000.000 Marge*</i> | | | <i>70.330.623</i> | | <i>164.070.623</i> | | | | | |
| Instrument de préadhésion | 1.587.100.000 | 1.782.174.400 | 1.796.793.000 | 1.513.666.157 | 1.740.043.000 | 1.317.757.157 | -56.750.000 | -3,16% | -195.909.000 | -12,94 |
| Instrument pour les pays industrialisés (IPI) | 23.740.000 | 17.063.000 | 25.121.000 | 20.100.000 | 24.121.000 | 14.100.000 | -1.000.000 | -3,98% | -6.000.000 | -29,85 |
| Démocratie et droits de l'homme (IEDDH) | 164.198.200 | 157.974.000 | 163.113.000 | 148.673.000 | 162.113.000 | 117.673.000 | -1.000.000 | -0,61% | -31.000.000 | -20,85 |
| Instrument de coopération en matière de sûreté nucléaire | 70.452.882 | 61.800.000 | 75.813.000 | 71.268.300 | 75.813.000 | 71.268.300 | 0 | 0 | | |
| Instrument pour les pays industrialisés (IPI+) | 34.500.000 | 9.500.000 | 45.000.000 | 7.060.000 | 45.000.000 | 7.060.000 | 0 | 0 | | |
| Instrument européen de voisinage et de partenariat | 1.672.867.627 | 1.359.833.000 | 1.726.993.000 | 1.348.092.600 | 1.725.793.000 | 1.321.892.600 | -1.200.000 | -0,07% | -26.200.000 | 1,94% |
| Instrument de coopération au développement (ICD) | 2.467.932.439 | 2.061.364.301 | 2.612.193.240 | 2.255.997.488 | 2.596.193.240 | 2.194.997.488 | -16.000.000 | -0,61% | -61.000.000 | 2,70% |
| Instrument de stabilité | 219.559.000 | 191.405.160 | 290.188.000 | 207.088.000 | 288.988.000 | 161.888.000 | -1.200.000 | -0,41% | -45.200.000 | -21,83 |
| Aide humanitaire | 800.518.000 | 800.518.000 | 824.693.000 | 824.693.000 | 824.193.000 | 824.193.000 | -500.000 | -0,06% | -500.000 | 0,06% |
| Aide macroéconomique | 98.985.000 | 90.000.000 | 114.868.567 | 103.500.000 | 99.868.567 | 88.000.000 | -15.000.000 | 13,06% | -15.500.000 | -14,98 |
| Politique étrangère et de sécurité commune (PESC) | 281.541.000 | 225.650.000 | | 327.374.000 | 286.036.000 | 327.374.000 | 286.036.000 | 0 | 0 | |
| Garanties de la Communauté européenne aux prêts | 93.810.000 | 93.810.000 | 138.880.000 | 138.880.000 | 138.880.000 | 138.880.000 | 0 | 0 | | |
| Réserve d'aide d'urgence | 248.882.000 | 248.882.000 | 253.860.000 | 203.000.000 | 253.860.000 | 0 | 0 | 0 | -203.000.000 | 100% |
| Agences décentralisées | 18.282.000 | 18.282.000 | 19.850.000 | 19.850.000 | 19.760.000 | 19.760.000 | -90.000 | -0,45% | -90.000 | 0,45% |
| Autres actions et programmes | 358.638.322 | 669.439.322 | 198.789.570 | 453.859.322 | 197.789.570 | 447.359.322 | -1.000.000 | -0,50% | -6.500.000 | 1,43% |
| 5: Administration | 7.898.452.499 | 7.897.947.499 | 8.255.374.289 | 8.256.429.289 | 8.093.227.557 | 8.094.282.557 | -162.146.732 | -1,96% | -162.146.732 | 1,96% |

DT\824384FR.doc

PE445.756v01-00

PE445.756v01-0014/21

DT\824384FR.doc

| Titre de la rubrique et plafond | Budget 2010 | | Projet de budget 2011 | | Position du Conseil 2011 | | Différence (Conseil-PB) | | | | |
|--|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|--------------------------|------------------------|-------------------------|---------------|-----------------------|--------------|--|
| | Engagements | Paiements | Engagements | Paiements | Engagements | Paiements | Engagements | | Paiements | | |
| 8.334.000.000 | Marge* | | 160.625.711 | | 322.772.443 | | | | | | |
| Commission | 3.604.622.000 | 3.604.117.000 | 3.709.015.360 | 3.710.070.360 | 3.629.405.560 | 3.630.460.560 | -79.609.800 | -2,15% | -79.609.800 | 2,15% | |
| Pensions (toutes institutions) | 1.192.789.000 | 1.192.789.000 | 1.274.979.000 | 1.274.979.000 | 1.252.318.000 | 1.252.318.000 | -22.661.000 | -1,78% | -22.661.000 | 1,78% | |
| Écoles européennes | 154.212.044 | 154.212.044 | 173.514.000 | 173.514.000 | 160.611.000 | 160.611.000 | -12.903.000 | -7,44% | -12.903.000 | 7,44% | |
| Parlement européen | 1.616.760.399 | 1.616.760.399 | 1.706.547.354 | 1.706.547.354 | 1.706.547.354 | 1.706.547.354 | 0 | 0 | | | |
| Conseil | 633.552.000 | 633.552.000 | 651.580.000 | 651.580.000 | 643.155.000 | 643.155.000 | -8.425.000 | -1,29% | -8.425.000 | 1,29% | |
| Cour de justice | 329.300.000 | 329.300.000 | 345.293.000 | 345.293.000 | 334.388.440 | 334.388.440 | -10.904.560 | -3,16% | -10.904.560 | 3,16% | |
| Cour des comptes | 147.945.731 | 147.945.731 | 146.879.500 | 146.879.500 | 144.265.731 | 144.265.731 | -2.613.769 | -1,78% | -2.613.769 | 1,78% | |
| Comité économique et social. | 123.173.749 | 123.173.749 | 139.220.719 | 139.220.719 | 124.845.420 | 124.845.420 | -14.375.299 | 10,33% | -14.375.299 | -10,33% | |
| Comité des régions | 79.660.950 | 79.660.950 | 91.067.355 | 91.067.355 | 80.842.683 | 80.842.683 | -10.224.672 | 11,23% | -10.224.672 | -11,23% | |
| Médiateur européen | 9.332.275 | 9.332.275 | 9.395.100 | 9.395.100 | 9.395.100 | 9.395.100 | 0 | 0 | | | |
| Contrôleur européen de la protection des données | 7.104.351 | 7.104.351 | 7.882.901 | 7.882.901 | 7.453.269 | 7.453.269 | -429.632 | -5,45% | -429.632 | 5,45% | |
| Budget total | 141.462.224.986 | 122.946.397.164 | 142.565.167.849 | 130.135.942.102 | 141.777.334.466 | 126.527.133.770 | -787.833.383 | -0,55% | -3.608.808.332 | 2,77% | |
| <i>Plafond global du CFP: 131.487.000.000</i> | <i>Marge globale</i> | | <i>1.235.692.151</i> | | <i>2.023.525.534</i> | | | | | | |

* OBSERVATIONS sur les marges:

- La marge à la rubrique 1 (sous-rubrique 1.1) ne prend pas en compte les crédits liés au Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (500 000 000 EUR).
- La marge à la rubrique 2 inclut le transfert du montant de la modulation au développement rural et du coton et du vin pour la restructuration des régions concernées (3 150 400 000 EUR).
- La marge pour la rubrique 4 ne prend pas en compte les crédits liés à la réserve d'aide d'urgence (253 900 000 EUR).
- La marge pour la rubrique 5 tient compte de la note du CFP 2007-2013 relative à un montant de 82 000 000 EUR pour la contribution du personnel au financement du régime des pensions.

Projets de déclarations du Conseil sur les crédits de paiement

1. Crédits de paiement

"Le Conseil demande à la Commission de présenter un budget rectificatif si les crédits inscrits dans le budget 2011 s'avéraient insuffisants pour couvrir les dépenses relevant de la rubrique 1a (Compétitivité pour la croissance et l'emploi), de la rubrique 1b (Cohésion pour la croissance et l'emploi), de la rubrique 2 (Conservation et gestion des ressources naturelles) et de la rubrique 4 (L'UE acteur mondial)."

2. Procédure spéciale concernant les crédits de paiement relevant de la rubrique 1b

"Le Conseil demande instamment à la Commission de présenter, au plus tard pour la fin septembre 2011, les chiffres actualisés les plus récents concernant la situation et les estimations relatives aux crédits de paiement relevant de la rubrique 1b (Cohésion pour la croissance et l'emploi) et, si nécessaire, un projet de budget rectificatif portant sur ce seul point.

Le Conseil se prononcera sur le projet de budget rectificatif dans les plus brefs délais afin d'éviter le manque de crédits de paiement."

| |
|--|
| <p style="text-align: center;">Conclusions adoptées lors du trilogue du 30 juin 2010 sur les dates et modalités de fonctionnement du comité de conciliation</p> |
|--|

Dates et modalités de fonctionnement du comité de conciliation en 2010

Le Parlement européen, le Conseil et la Commission rappellent leur déclaration commune du 30 novembre 2009 sur les mesures transitoires et notamment son point 7, dans lequel ils convenaient de définir les principes et modalités de l'organisation du comité de conciliation.

À cet égard, ils fixent les dates clés ci-après pour 2010:

1. convocation d'un trilogue le 11 octobre, avant la lecture du Parlement européen;
2. conformément aux dispositions de l'article 314, paragraphe 4, point c), du TFUE, convocation du comité de conciliation, si nécessaire, le 26 octobre 2010, le délai de 21 jours prévu à l'article 314 expirant le 15 novembre 2010 à minuit, conformément au calendrier pragmatique approuvé dans la déclaration commune susmentionnée;
3. réunion du comité de conciliation le 27 octobre après-midi dans les locaux du Parlement européen et le 11 novembre dans ceux du Conseil; les sessions du comité de conciliation seront préparées par des trilogues organisés le matin du 27 octobre et les 4 et 8 novembre, d'autres trilogues pouvant être convoqués pendant les trois semaines que dure la période de conciliation.

Ils fixent également les modalités du fonctionnement du comité de conciliation (voir annexe).

Annexe relative aux modalités de fonctionnement du comité de conciliation en 2010

1. Si le Parlement européen vote des amendements à la position du Conseil, le président du Conseil prendra note des différences entre les deux institutions lors de la session plénière, après le vote. Ensuite, le président du Parlement européen enverra, en accord avec le président du Conseil, une lettre de convocation du comité de conciliation avant la fin de la semaine 42. Si le Conseil ne peut accepter tous les amendements votés par le Parlement européen, il le confirmera par lettre, le 25 octobre 2010.
2. Une série commune de documents (documents de départ) comparant les différentes étapes de la procédure budgétaire sera mise à la disposition du comité de conciliation¹. Elle comprendra des montants "ligne par ligne", des totaux par rubrique du cadre financier et un document consolidé contenant les montants et les observations relatifs à toutes les lignes budgétaires réputées techniquement "ouvertes". Sans préjudice de la décision finale du comité de conciliation, toutes les lignes budgétaires réputées techniquement closes seront reprises dans un document distinct². Ces documents seront classés selon la nomenclature budgétaire.

D'autres documents seront également annexés aux documents de départ destinés au comité de conciliation³.

3. La première réunion du comité de conciliation pourrait définir la portée des négociations et les questions à aborder au cours des trilogues. Elle pourrait également approuver la liste des lignes budgétaires réputées techniquement closes, quoique l'accord soit subordonné à un accord sur chaque point.

Les questions recensées lors de la première réunion du comité de conciliation et d'autres points restés en suspens seront abordés au cours des trilogues en vue de parvenir à d'éventuels accords lors de la réunion finale du comité de conciliation.

Les trilogues pourraient être organisés autour de questions thématiques, telles que les rubriques du cadre financier pluriannuel. Des conclusions provisoires seront établies conjointement au cours de chaque trilogue ou immédiatement après, en même temps que l'ordre du jour de la réunion suivante. Le projet de conclusions sera mis au point par l'institution accueillant la réunion et sera censé avoir été approuvé au bout de 24 heures, sans préjudice de la décision finale du comité de conciliation.

¹ Ces étapes sont les suivantes: le budget 2010 (y compris les budgets rectificatifs adoptés); le projet de budget initial; la position du Conseil sur le projet de budget; les amendements du Parlement européen à la position du Conseil et les lettres rectificatives présentées par la Commission (si elles n'ont pas encore été pleinement approuvées par toutes les institutions).

² On entend par "ligne budgétaire techniquement close" une ligne pour laquelle il n'existe aucun désaccord entre le Conseil et le Parlement européen et qui n'a fait l'objet d'aucune lettre rectificative.

³ À savoir: une lettre de la Commission sur le caractère exécutable de la position du Conseil et des amendements du Parlement européen; une lettre rectificative pour l'agriculture (et peut-être aussi pour d'autres domaines); éventuellement, la note d'alerte pour les prévisions budgétaires établie en automne par la Commission et une ou plusieurs lettres éventuelles émanant d'autres institutions concernant la position du Conseil et les amendements du Parlement européen.

La deuxième réunion du comité de conciliation disposera des conclusions des trilogues et d'un document indiquant les lignes budgétaires pour lesquelles un accord sera provisoirement intervenu lors des trilogues pour une éventuelle approbation.

4. Le comité de conciliation peut approuver des conclusions et d'éventuelles déclarations communes. Il sera également appelé à approuver le texte commun contenant un acte juridique introductif et ses annexes¹.

Le texte commun sera traduit dans toutes les langues (par les services du Parlement européen) et sera soumis dans les 14 jours à l'approbation des deux branches de l'autorité budgétaire.

Le budget sera mis au point, après l'adoption du texte commun par les deux branches de l'autorité budgétaire, en intégrant les annexes du texte commun et les lignes budgétaires n'ayant pas été modifiées au cours de la procédure de conciliation.

5. L'institution accueillant la réunion (de trilogue ou de conciliation) fournira l'interprétation avec un régime linguistique intégral pour les réunions du comité de conciliation et un régime linguistique approprié pour les trilogues.

L'institution accueillant la réunion assurera la reproduction et la diffusion des documents de séance.

Les services des trois institutions coopéreront pour la transcription des résultats des négociations en vue de la mise au point des documents communs.

¹ Les annexes au texte commun contiendront les montants ligne par ligne pour tous les postes du budget, des montants récapitulatifs par rubrique du cadre financier, un document consolidé (montants et texte final de toutes les lignes qui auront été modifiées au cours de la conciliation) et la liste des lignes n'ayant pas été modifiées par rapport au projet de budget ou à la position du Conseil.

Procédure budgétaire 2011: calendrier indicatif

AU 9 JUILLET 2010

| SEMAINE | ACTIVITES |
|-----------------------------------|---|
| Semaine 26 (28 juin-2 juillet) | - 30 juin: trilogue |
| Semaine 28 (15-16 juillet) | - 8 juillet: COREPER - 13 août: budget du Conseil |
| Semaine 36 (6-10 septembre) | - 7 ou 8 septembre: présentation en plénière de la position du Conseil par le ministre compétent - 8 septembre (midi): DÉLAI de dépôt des amendements en session plénière pour les commissions et les députés (40 signatures) - 8 septembre (midi): DÉLAI de dépôt des amendements à la COBU pour les députés individuellement (avec moins de 40 signatures) |
| Semaine 37 (13-17 septembre) | - 15 septembre (midi) - DÉLAI de dépôt des amendements en session plénière pour les groupes politiques |
| Semaine 40 (4-8 octobre) | - 4, 5, 7 octobre: réunion de la commission BUDG: fin du vote sur les amendements et résolution |
| Semaine 41 (11-15 octobre) | - 11 octobre: trilogue |
| Semaine 42 (18-22 octobre) | - 20 octobre: vote du Parlement européen - la Commission présente une lettre rectificative sur les dépenses agricoles - après le vote, éventuelle déclaration du ministre compétent en plénière "prend acte des différences entre les positions du Conseil et du Parlement européen" - 22 octobre: le Président du Parlement européen envoie la lettre convoquant le comité de conciliation |
| Semaine 43 (25-29 octobre) | - 25 octobre: transmission par le Conseil de la lettre officielle par laquelle il accepte/n'accepte pas les amendements du Parlement européen - 27 octobre matin: - commission BUDG - trilogue éventuel - 27 octobre après-midi: ouverture officielle de comité de conciliation (art. 314, paragraphe 4, du traité FUE) par le Président du Parlement européen (locaux du Parlement) (heure exacte à confirmer) |

| SEMAINE | ACTIVITES |
|--------------------------------|--|
| Semaine 44 (1-5 novembre) | (4 novembre?) Réunions préparatoires (rapporteurs) - 4 novembre: trilogue (format à définir) |
| Semaine 45 (8-12 novembre) | <ul style="list-style-type: none"> - 8 novembre: trilogue - 9 novembre: commission BUDG - 11 novembre: deuxième réunion de conciliation (locaux du Conseil) <div style="border: 1px solid black; text-align: center; padding: 5px; margin-top: 10px;">Fin de la conciliation</div> |
| Semaine 46 (15-19 novembre) | <ul style="list-style-type: none"> - Parlement européen: préparation de la position des groupes politiques sur le texte commun - 15 novembre: trilogue (si nécessaire) |
| Semaine 47 (22-26 novembre) | - Adoption du texte commun par le Parlement et le Conseil |